

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

11 AU 17 MARS 1993

N° 905

10,00 F



## Pas une femme pas un homme pour l'armée !

### EDITORIAL

#### Encore deux semaines de cirque

Encore quelques jours de foire pré-électorale et nous arriverons au final. L'électeur ira déposer son bulletin dans l'urne... funéraire. Enterrées les illusions entretenues par de fausses promesses.

On pourra toujours intervertir gauche et droite, nous n'aurons en face de nous que des politiciens aux idées courtes, qui vendent une image plus qu'un programme, au point de masquer leurs étiquettes partisans, comme le fait un PS en déconiture.

Aller au « combat » le cœur en écharpe et la honte aux joues, ça leur va bien aux socialistes. Mais soyons justes : ils ne font pas exception dans le marigot fétide. Tous les politiciens sont faits de la même farine.

Encore deux semaines de cirque, et après tout rentrera dans l'ordre : un quotidien sans perspectives réelles.

**M**ONSIEUR RICALENS, contrôleur général des armées, ça sonne bien comme titre, contrôleur...

Et il écrit pas mal non plus, le contrôleur... Je cite : « *Le service national se révèle de moins en moins égalitaire et de moins en moins militaire* » (extrait de son article dans la revue *Défense nationale*).

#### Nostalgie, nostalgie

La formule est claire, nette. Mais, moment d'étonnement : serait-ce une critique ? Un trait d'humeur ? Une pique ? Que nenni ! car voilà notre bon ami qui nous balance une tartinée de chiffres révélant que — pour différentes raisons — n'est plus bidasse qui veut, de nos jours, et qu'il y en a de moins en moins de ces bidasses de base.

Je subodore une pointe de regret, de nostalgie de la bonne vieille époque, dans son écrit.

Bon, tout ça est intéressant, certes, à savoir, et se discuterait volontiers.

Mais le clou, c'est sa conclusion, au Ricalens. Il finit son

œuvre sur le service national féminin (volontaire), dont l'échéecuisant (tout juste 1 000 nanas) viendrait de ce que les susdites semblent peu attirées par les joies du régiment, et on le comprend... Du coup, le contrôleur en appelle — j'ose à peine rapporter ses propos — au féminisme — et oui ! — et à une certaine féminisation de la vie sociale et professionnelle pour réclamer un service national féminin — j'ose à peine rapporter sa requête : un service national féminin donc... obligatoire ! D'une pierre deux coups qu'il fait, le contrôleur... : égalité des sexes devant l'armée et plein de nouvelles recrues !

Quand même, le Ricalens donne l'astuce pour échapper à l'uniforme féminisé : si vous êtes mère de famille, allez hop ! exemptée d'office. Eh ben. Perplexité, stupeur et consternation. Il faut dire que famille et patrie faut pas mélanger (pour le travail ça se peut), on ne peut pas être à la fois au foyer et au champ de tir...

#### Une époque formidable

Eh ben les copines vous savez maintenant ce qui peut-être vous attend : dès l'âge de 18 ans, hop ! un môme ! Sinon vous serez condamnées pour essayer de vous faire réformer à jouer les barjottes, lesbiennes, victimes du pipi au lit, asociales... Une arrivée massive et régulière de charmants bambins ravira — hélas — les natalistes forcenés, mais les militaristes forcenés n'auront pas vos têtes rasées sous leurs bérêts ! Faudra que vous choisissiez, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre... Si jamais ça arrive, ce service féminin, je sens qu'on va traverser une époque formidable ! Même Jean Ferrat s'inquiète déjà : la femme sera-t-elle l'avenir de l'antimilitarisme ?

**M. Pleurcalens**  
(décontrôleur particulier des marées)  
(Extrait de *Contre Vents et Marées*, n° 97, mars 1993)



#### AMIES LECTRICES & AMIS LECTEURS

### La souscription : « 70 000 F pour le ML » est une réussite

**N**OUS METTONS FIN, à partir de ce numéro, à la souscription exceptionnelle : « 70 000 F pour le *Monde libertaire* », le chiffre que nous nous étions fixés étant largement dépassé (au 3 mars, nous avons recueilli 90 940,50 F). Bien évidemment, nous continuerons à comptabiliser les chèques, notamment ceux des groupes qui ne nous sont pas encore parvenus, les différentes formes de soutien mises en place, que ce soit la vente de cartes postales, d'un tee-shirt ou d'un briquet..., nécessitant un retour d'argent plus important dans le temps.

Il est bien difficile d'exprimer pour le comité de rédaction, comme pour l'administrateur ou comme pour les copains travaillant à la réalisation du ML, à quelque niveau que ce soit, leurs sentiments et leur satisfaction sans avoir l'air de tomber dans le style compassé ou cul-cul. Nous vous disons simplement merci à toutes et à tous.

Nous avons fait appel à votre solidarité, vous nous l'avez manifestée, marquant ainsi votre attachement à l'hebdo de la Fédération anarchiste, mais aussi au journal qui se veut l'expression des différentes sensibilités du mouvement libertaire organisé. Vous avez démontré (mais fallait-il en douter ?) l'utilité d'un organe de presse où les anarchistes puissent s'exprimer.

Notre propos, nos idées, aujourd'hui peut-être plus qu'hier, doivent continuer à être propagés et diffusés.

Nous avons sollicité votre participation financière, nous sollicitons maintenant votre collaboration en tant que lectrices et lecteurs. Le congrès de Lille (1992) a donné comme mandat au comité de rédaction et à l'administrateur de réaliser un sondage auprès de vous, pour connaître vos souhaits, vos critiques, vos suggestions, ceci dans le but d'améliorer le contenu de notre hebdo. Nous vous demandons, donc, de répondre nombreuses et nombreux au sondage inclus dans ce numéro (p. 8).

Ce sondage va nous permettre de réaliser une « photographie » de nos lectrices, lecteurs et ami(e)s, et de répondre à leurs souhaits. C'est aussi cela le *Monde libertaire* : un hebdo réalisé par les militants de la Fédération

anarchiste, par ses sympathisants, par ses lecteurs.

Votre participation reste indispensable et primordiale. Elle maintient l'esprit du mouvement libertaire. Il n'y a pas des chefs d'une part et des exécutants de l'autre, des détenteurs du savoir et des ignares, des spécialistes et des néophytes.

Continuons simplement et modestement à œuvrer pour la cause. Dès aujourd'hui, préparons le millième numéro et le centième anniversaire du *Monde libertaire* !

Le comité de rédaction et l'administrateur, J.-J. Legois

PS : Le mandat d'administrateur nécessite souvent pas mal de travail, quelques engueulades, des récriminations de la part des proches (compagne, enfants), la solidarité que vous avez manifestée envers le ML, vos lettres d'encouragement, permettent d'y faire face et de continuer. Merci.

#### « 70 000 F pour le Monde libertaire »... derniers versements de la souscription exceptionnelle

Sommes perçues du 25 février au 3 mars 1993

François J. : 150 F ; Garcia F. : 60 F ; Groupe Humeurs Noires de Lille : 300 F ; Lebœuf B. : 300 F ; Lemaitre S. : 70 F ; Mellich H. : 200 F ; Nivet D. : 300 F ; Paulard A. : 150 F ; Persici V. : 60 F ; Rémond J. : 150 F ; Tessier D. : 100 F ; Thébaud Y. : 100 F ; Wirsch P. : 366 F.

TOTAL : 2 306 F (Ancien total : 88 634,50 F)  
TOTAL FINAL : 90 940,50 F

**Elections législatives de mars 1993**

« AGIR AU LIEU D'ÉLIRE »

Région parisienne

P. 6

« L'actualité du mois en dessins » avec Berth & Mary...

P. 7

T2137 - 905 - 10,00 F



F.P. 2520

« AUTOUR D'UN CLOCHER » DE H. FÈVRE & L. DESPREZ

LE SALARIAT EN QUESTION

# Entendez-vous dans nos campagnes... ?

# Pour la réduction du temps de travail

**S**IGNÉ HENRY FÈVRE ET LOUIS DESPREZ, *Autour d'un clocher* avait fait beaucoup de bruit à la fin du siècle dernier. Sous-titré *Mœurs rurales*, ce roman mettait en scène les habitants d'un petit village de Champagne à une époque où faisait rage la guerre entre le pouvoir laïque et le pouvoir religieux. Les éditions Mont Analogue (1) viennent de le rééditer, présenté et annoté par René-Pierre Colin et Jean-François Nivet (avec Pierre Michel, Jean-François Nivet a auparavant réédité plusieurs titres d'Octave Mirbeau et en a publié d'autres inédits, et surtout est l'auteur, chez Séguière, d'une imposante biographie de l'écrivain).

Publié initialement en 1883 chez l'éditeur belge Henry Kistmaeckers, ami des naturalistes, *Autour d'un clocher* est un roman qui prend pour cible l'institution religieuse, mais qui ne ménage pas pour autant les autorités laïques représentées par le maire, un pleutre, et l'institutrice — que le

curé troussefer. La justice s'intéressa de près à cette sagace étude de mœurs (allégée pourtant, par les auteurs eux-mêmes, de quelques passages qui risquaient de choquer) et ne tarda pas à inculper Louis Desprez, lequel prit sur ses seules épaules la responsabilité de l'ouvrage car Henry Fèvre était mineur et devait bientôt accomplir son service militaire. Assigné à comparaître devant la

**« Pour la première fois, en France, un écrivain venait de mourir des conséquences d'un procès littéraire. »**

cour d'assises de la Seine pour « outrage aux bonnes mœurs », Desprez fut condamné à un mois de prison et mille francs d'amende, malgré le soutien de quelques personnalités comme Emile Zola ou Georges Clemenceau. Gravement affaibli et malade, il décéda peu après son emprisonnement. « Pour la première fois, en France, un écrivain venait de mourir des conséquences d'un procès littéraire », s'indigne René-Pierre Colin et Jean-François Nivet.

Le livre, que la plupart des libraires vendaient sous le manteau, lors de sa parution, n'offre aujourd'hui plus matière à scandale. Les scènes, que Fèvre et Desprez décrivait, semblent bien banales. En revanche, ce tableau de la France rurale sous Jules Grévy n'a rien perdu de son intérêt,

tant les personnages, bien que marqués par leur époque, semblent souvent issus de nos campagnes. En le découvrant, le lecteur se dit que les choses ont finalement peu changé. Moins sévère qu'autrefois, la répression sévit néanmoins toujours à l'égard de la presse et de la littérature. Il y a peu, des journaux comme *Hara-Kiri* et *Charlie-Hebdo* n'ont-ils pas fait l'objet de condamnations devant les tribunaux pour s'être montrés trop impertinents ? Salman Rushdie n'a-t-il pas été condamné à mort pour ses écrits jugés blasphématoires... ?

La réédition de ce roman est accompagnée d'une biographie de Louis Desprez (1861-1885) des mêmes René-Pierre Colin et Jean-François Nivet (2). Augmentée de deux textes de Desprez, *Pour la liberté d'écrire* et *Mes prisons, par un naturaliste*, celle-ci met notamment en lumière la façon dont les deux auteurs d'*Autour d'un clocher* procédèrent et le déroulement du procès qui suivit.

L'absurdité de la mort de Louis Desprez apparaît pleinement. « Ceux qui ont tué cet enfant sont des misérables », s'exclama à juste titre Zola.

Thierry Maricourt

(1) Henry Fèvre/Louis Desprez, *Autour d'un clocher*, éditions Mont Analogue (1, rue Corvisart, 08090 Aiglemont). Prix : 130 F.

(2) René-Louis Colin/Jean-François Nivet, *Louis Desprez (1861-1885)*, éditions du Lérot (16140 Tusson). Prix : 180 F.

## PÉTITION

« APPEL POUR LA PAIX MAINTENANT ! »

(paru dans les n° 900, 903 et 904)

Cet appel est disponible sous forme d'une pétition à la librairie du Monde Libéraire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libéraire**

## Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

## Pour une approche libertaire de la recherche

Je souhaite rencontrer (de visu ou par correspondance) des personnes de sensibilité libertaire s'intéressant à la recherche scientifique (sciences « exactes » ou sciences humaines).

Ecrire à :  
PAUL CAIRN,  
29, RUE  
DE BAMMEVILLE,  
76100 ROUEN.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

Un poste de travail mais un salaire pour deux, voilà brièvement résumé le marché de dupes que l'Etat et le patronat veulent nous imposer, sous couvert de lutte contre le chômage. A les écouter, il n'y aurait pas d'autre solution : allons, braves gens, ne comprenez-vous pas que les patrons, tout occupés à mener les grandes batailles de la guerre économique, n'ont pas les moyens de dégager des salaires supplémentaires pour embaucher des chômeurs ? Leur conclusion est aussi simple qu'expéditive : « Les salariés doivent être prêts à payer le prix de la solidarité, et à faire des sacrifices ! » (dixit Martine Aubry, ministre du Travail). Après les stages bidons (TUC, SIVP, CES), après l'allocation-charité (le RMI), on nous balance les emplois en kit ! Mais nous ne vivons pas à mi-temps ! Si la réduction du temps de travail est un impératif, nous devons nous opposer à un « partage du travail » dans ces conditions.

L'ampleur des inégalités suffit à nous convaincre du cynisme des dirigeants. Aujourd'hui, la moitié de la population n'a droit qu'à 25% du total des revenus, alors qu'une minorité de 10% de gens s'en partage près de 30% ; quant au patrimoine, c'est encore pire : la moitié de la population n'a droit qu'à 6% — source INSEE/Annuaire statistique 1992.) Si une certaine classe était soulagée de ses privilèges, nous n'aurions plus à nous demander s'il faut oui ou non partager les salaires entre pauvres et un peu moins pauvres encore !

## Assez de bluff !

Nous savons où mènent les beaux discours de tous ceux qui veulent gérer la situation actuelle : au racisme, au sexisme, à une société de plus en plus militarisée et fliquée. Nous n'avons que faire des technocrates et des apprentis sorciers qui veulent décider de tout à notre place : la réduction du temps de travail ; la façon de l'organiser... c'est à nous tous et toutes d'en débattre, que nous soyons à l'usine, au chômage, en faculté ou au lycée. Le discours sur le thème du « gagnant » est déjà un beau mythe, car pour un qui « réussit », combien d'autres échouent ?

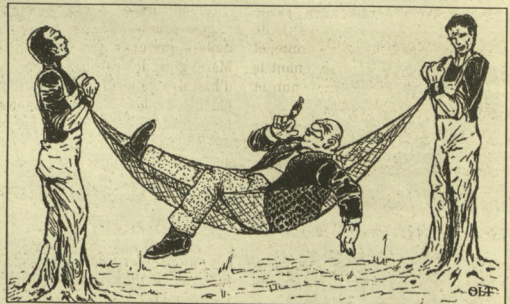
Celles et ceux qui ne pensent qu'en terme de « démerde individuelle » (ne serait-ce que pour s'en « sortir ») sont à côté de la plaque ! Nos conditions de vie (et pour beaucoup de survie) sont directement liées aux rapports de force sociaux. Ainsi la réduction du temps de travail ne peut pas être une réforme isolée, elle doit nous amener à mettre en cause l'organisation économique et politique de ce système. Pour cela, il ne faut évidemment pas compter sur les gens de pouvoir, de « droite » ou de « gauche », qui, au contraire, feront tout pour conserver leur place !

Ce que nous voulons, c'est :  
— plus de temps libre pour les loisirs, la culture ; pour développer des pratiques sociales (dans des associations, des collectifs), car l'individu n'est pas un simple *homo economicus* ;  
— l'abolition des inégalités, tant ici qu'au niveau mondial ;  
— l'abolition du salariat, système qui nous force à nous vendre sur un marché du travail qui pérennise une véritable forme de féodalité moderne entre patrons et employés ;  
— l'autogestion sociale, pour que les individus se répartissent également le travail et les richesses produites, pour qu'ils se réapproprient également la maîtrise de ce travail, son organisation, sa finalité, son contenu.

Refusant de baisser les bras face à une dangereuse activité, nous voulons agir pour contribuer à l'émergence de mouvements sociaux, à la construction d'une alternative à l'Etat et au capitalisme, à l'autorité sous toutes ses formes.

C'est bien ce que le pouvoir redoute. A nous de faire en sorte que ses craintes soient justifiées...

Extrait de *Contre Vents et Marées*, n° 96, février 1993



COMMANDO ANTI-IVG

# Bordeaux : un procès pour le symbole

**A** PRES TROIS ANS d'attaques de centres d'interruption volontaire de grossesse en France, un commando anti-IVG vient à la barre des accusés.

A Pau, les opposants, qui avaient sévi le 5 mai 1992, avaient nié agir de conserve. Ils seraient passés par là, par hasard, « appelés » par les forces de Dieu, sans doute ! Mais les quatre sectateurs inculpés avaient écopé de quatre mois de prison avec sursis et 3 000 F d'amende... trop peu dissuasif pour arrêter la grande « croisade ».

A Bordeaux, après l'action commando du 29 mai 1992 au centre hospitalier régional, les opposants adoptent une autre tactique de défense. Leurs bureaux ayant été perquisitionnés, les séides de la Trêve de Dieu ne peuvent plus prétendre ne pas être organisés : des documents saisis attestent de leur activité concertée de sauvetage des « enfants non-nés », de ces pauvres « innocents » du grand « holocauste ». Alors les dix-huit inculpés, dont Claire Fontana et Thierry Lefèvre, dirigeants nationaux de cette secte, utilisent la procédure

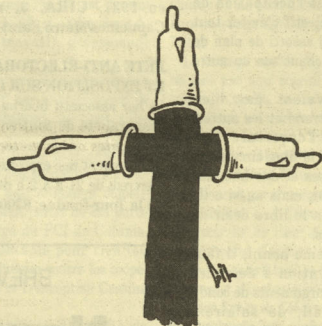
pour repousser la date du procès, initialement prévu pour le 4 mars, après les législatives et profiter ainsi d'un climat plus favorable à leurs exactions. Ils contestent ainsi la recevabilité des associations qui se sont portées partie civile (1), si bien qu'outre le report du procès, ils bénéficient de la levée du contrôle judiciaire qui pesait sur eux.

Quant à tous ceux et toutes celles qui entendent défendre les droits des femmes, et qui militent contre la

remontée de l'ordre moral, ils avaient répondu par centaines à l'appel du meeting du Collectif bordelais pour le droit à la contraception et à l'avortement, organisé le 3 mars à l'Athénée municipal (2). Une alerte à la bombe, quelques opposants disséminés dans la salle... peu importe. La détermination était au rendez-vous pour dénoncer les carences des pouvoirs publics en la matière (notons les critiques acerbes de Christine

Delphy contre les socialistes et Bérégovoy en particulier), pour mobiliser et exiger un procès qui ne peut être que symbolique ; en attendant d'être suffisamment forts pour que les extrêmes et les intégristes n'osent plus remettre en cause ces droits-là ; ou en attendant qu'il y ait une tolérance suffisante pour que certaines puissent utiliser leurs droits sans que d'autres tentent (et réussissent) de s'y opposer.

Hélène  
(gr. Pierre-Besnard - Paris)



(1) Confédération du Mouvement français pour le planning familial, Fédération régionale du MFPF, centre d'accueil, de consultation et d'information sexuelle (CACIS), Association Groupe Femmes de Bordeaux, Union des femmes françaises, Ligue des droits de l'homme, Syndicat CGT-Hôpital Saint-André, Syndicat CFDT.  
(2) Collectif bordelais pour le droit à la contraception et à l'avortement c/o CEDA, BP 28, 33031 Bordeaux cedex.  
N.B. : au côté du MFPF et des groupes femmes, notons la présence de la CNT, du SUD-PTT, de la librairie L'En-dehors, de la FA, de La Clé des ondes... au total, 23 organisations et associations, sans compter les nombreuses personnes à titre individuel.

UNIVERSITÉ LYON III

# Pas de Mardi gras pour les fascistes

**L**A RÉPUTATION de l'Université Lyon III n'est certainement plus à faire. Entre les thèses négationnistes de Faurisson ou Notin et les agissements de divers groupuscules d'extrême droite, tout le monde est au courant du climat malsain qu'une minorité tente de faire régner.

Dernièrement, Bernard Notin, après trois ans de suspension de cours, a tenté de reprendre ses fonctions avant de devoir y renoncer face à la mobilisation et l'opposition d'une partie des étudiants. Pour éviter tout conflit, l'administration a décidé de suspendre définitivement le cours d'économie de Bernard Notin, tout en faisant passer le doux message comme quoi il ne fallait pas dramatiser ; il n'y a pas tant de problèmes avec l'extrême droite, et puis de toute façon maintenant le problème est réglé. Non, non et non !

Ne nous laissons pas bernier par le discours à la fois hypocrite et clameur envers l'extrême droite de l'administration. Ce n'est pas parce qu'un fasciste est tombé que l'Université est débarrassée de la vermine. Ils sont encore nombreux, dans le corps professoral de cette université, à défendre les idées de l'extrême droite.

Entre J.-P. Allard, professeur d'allemand, ancien dirigeant du GRECE (qui professe un racisme pseudo-scientifique) ; Pierre Vial, Bruno Gollnisch, J. Varenne, J. Maury, tous membres, haut placés, du Front national et Bernard Lugan, le nombre de fascistes à abattre à Lyon III est encore impressionnant.

Et le mardi 23 février, jour de Mardi gras, c'est justement Bernard Lugan que nous avions décidé d'affronter.

Bernard Lugan est un néo-colonialiste, un défenseur de l'apartheid, ancien de l'Action française, qui se permet de déclarer dans ses cours d'histoire : « La colonisation fut une parenthèse brève mais positive. »

Par ailleurs, ce charmant personnage a pris la fâcheuse habitude, depuis quelques années, pour le Mardi gras, de venir faire ses cours d'histoire générale sur l'Afrique habillée en colon (!). Et pour compléter le tout, son cours a pour thème : « La chanson comme science auxiliaire de l'histoire » ou comment faire chanter *La Coloniale* par ses élèves.

N'oublions pas « qu'il y a cent ans, l'infanterie de marine faisait retentir ses mâles chansons du Tonkin jusqu'au Soudan », dit Bernard Lugan. Le texte du chant est distri-

bué aux étudiants avant d'être entonné par Lugan :

« Quand Jésus-Christ créa la Coloniale,

Il décréta qu'il fallait des hommes costauds,

N'ayant pas peur du feu de la mitraille,

Et sachant boire le vin et le pernod. »

Mais cette année, sa petite fête ne se passa pas comme prévu !

C'est pourtant bien comme toutes les années qu'à 9 h 30, Lugan pénétra dans l'amphi B, vêtu de son traditionnel déguisement et entouré d'un service d'ordre de l'Action française. Mais malheureusement pour lui, cette année, le Comité antifasciste et antiraciste (CAFAR) de Lyon II s'était mobilisé. Composé d'une vingtaine de personnes, celui-ci pénétra dans l'amphi afin de distribuer un tract mettant l'accent sur le problème de l'extrême droite à Lyon III et afin d'empêcher le cours de Bernard Lugan.

Dès l'arrivée du CAFAR dans l'amphi B, Lugan fait appel aux membres de l'Action française pour attaquer les antifascistes. Il s'en est suivi une échauffourée au cours de laquelle Lugan a mené les hostilités à coups de fouet, puis de poings, avant de recevoir à son tour quelques coups.

Face à l'attitude violente, autant physique que verbale (injuries racistes et sexistes), adoptée par Lugan et ses nervis, la majorité des étudiants de Lyon III présents se sont retournés contre le prof.

C'est finalement le slogan « Fachos hors des facts ! » qui a empêché Lugan de faire son cours et l'a forcé à quitter les lieux malgré de multiples tentatives pour chanter *La Coloniale*.

Ce fut une double victoire pour les militants antifascistes qui ont brisé, d'une part, la parade de Lugan et de sa clique et ont révélé, d'autre part, un sentiment hostile vis-à-vis de l'extrême droite sur Lyon III, puisque une douzaine d'étudiants de cette université ont fait part de leur volonté de monter eux aussi un CAFAR.

Cette expérience nous montre bien que ce n'est pas par de beaux discours ou de belles parades que nous briserons l'extrême droite, mais que c'est en nous mobilisant au quotidien dans nos faits, nos lycées comme dans nos quartiers et nos lieux de travail.

Il paraîtrait que Bernard Lugan a dû se rendre à l'hôpital pour se faire soigner, et qu'il a déposé plainte... On en rigole encore !

David  
(gr. Cronstadt - Lyon)

## RENDEZ-VOUS

### « BONAVENTURE »

**SAINT-PIERRE-D'OLÉRON**  
« Bonaventure », une école libertaire dans l'île d'Oléron. Pourquoi ? Comment ? Réunion publique le samedi 13 mars, à 16 h, salle Gambetta (à côté de la mairie, entrée place Gambetta) à Saint-Pierre-d'Oléron.  
Cette réunion est organisée par l'association « Bout d'ficelle ».

## RENDEZ-VOUS

**AUBENAS/PRIVAS (ARDÈCHE)**  
Le groupe anarchiste d'Aubenas organise deux soirées-débats sur les thèmes : « Agir au lieu d'être » et « Qu'est-ce que le fédéralisme libertaire ? », le mardi 16 mars, à 20 h 30, salle Marcel-Gimond au château d'Aubenas et le mercredi 17 mars, à 20 h 30, salle de la Chaumette à Privas.  
Pour contacter la FA en Ardèche, écrivez au CES, BP 15, 07170 Ville neuve-de-Berg.

**BORDEAUX**  
Le groupe Emma-Goldman tient une permanence chaque samedi de 15 h à 18 h au 7, rue du Muguet.

**BRUXELLES (BELGIQUE)**  
Le groupe Yapatchev de la FA, le Centre culturel Gernika, l'Agence de presse Libération organisent le vendredi 12 mars, à 20 h, une conférence sur le thème : « Zaïre d'aujourd'hui », avec Michel Veys, spécialiste de l'Afrique noire de l'APL. Cette conférence aura lieu au Centre culturel Gernika, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

**FOIX**  
L'Union régionale Sud-Ouest de la Fédération anarchiste organise à Foix un rassemblement anti-électorale le samedi 13 mars, à 14 h 30, sous la Halle.

**LORIENT**  
Le groupe Francisco-Ferrer de Lorient, pour la reprise de ses activités, organise une réunion-débat sur le thème « Agir au lieu d'être », le jeudi 18 mars à 20 h 30, à la cité Allende, 12, rue Colbert, à Lorient. Pour tout contact, écrivez aux Relations Intérieures de la FA.

**NANCY/PONT-SAINT-VINCENT**  
Nouvelle adresse du groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy : CRES, BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent.

**PARIS**  
Chaque premier samedi du mois est ouverte la bibliothèque de l'Union régionale parisienne de la Fédération anarchiste, de 15 h à 18 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M<sup>o</sup> Blanche), 75018 Paris.

**RENNES**  
Réunion-débat du groupe FA de Rennes sur le thème « Agir au lieu d'être », mercredi 17 mars, Maison du Champ-de-Mars, 6, cours des Alliés, à 20 h 30.  
Permanence du groupe FA de Rennes, chaque mardi, à 20 h 30, à la MJC Rennes-Centre, 9, rue La Paillette. Tél. : 99.59.34.07.  
Chaque samedi, sur le marché des Lices : vente du Monde Libertaire.

**SARREBOURG**  
Les sympathisants désireux de contacter la FA en Moselle-Sud peuvent le faire en écrivant à la liaison FA, BP 255, 57402 Sarrebourg cedex.

INDUSTRIE PAPETIÈRE

## Usine Sopalin de Sotteville : ouvriers kleenex

L'USINE SOPALIN de Sotteville (banlieue de Rouen), c'est 465 ouvriers qui fabriquent des bobines d'ouate de cellulose (produit semi-fini), ainsi que plusieurs sortes de produits finis : le mouchoir jetable, le rouleau d'essuie-tout, serviettes périodiques...

La Kimberly Clark Corporation, actionnaire à 100%, et qui possède également deux autres usines de papier dans la région, a dégagé 508 millions de dollars de bénéfice net en 1991 et 10% de plus en 1992. Il y a deux ans, Kimberly Clark a reçu 220 millions de francs de subvention de l'Etat français pour une usine avec 290 emplois en Lorraine. Ce n'était pas encore assez !

En novembre dernier, la Direction annonçait 312 licenciements pour l'usine de Sotteville, en concentrant toute la production restante en

Angleterre, suivant un scénario qui allait faire école chez Hoover, Ilford, Grundig, Philips... Les requins prétendant que les coûts de production seraient beaucoup moins élevés sur d'autres sites, l'expert du Comité d'entreprise de Sopalin demande à examiner les documents détaillés concernant les comparaisons des coûts. Cette demande étant refusée, le Tribunal de grande instance de Rouen ordonne à la direction de remettre ces documents sous peine de 15 000 F d'astreinte par jour de retard (le 14 décembre).

Finalement, les seigneurs ayant cédé, il s'avère que les pièces n'apportent aucun élément de comparaison valable, les fabrications étant fort différentes.

La CGT, seul syndicat de l'entreprise, multiplie débrayages, actions sur la voie publique, réunions d'information destinées à l'extérieur.

Début février, la majorité du personnel votait l'occupation de l'usine avec l'objectif d'éviter tout licenciement non assorti de plan de formation débouchant sur un autre emploi.

Ce que n'avaient pas bien développé Mitterrand et les autres, c'est qu'avec l'ouverture des frontières, c'était la libre circulation des marchandises et des hommes assurée, bien sûr, mais aussi celle des usines selon le libre désir de leurs conducteurs.

Dans ce système honni, il faut bien faire attention à défendre l'emploi sur des arguments de conditions de travail, de salaire... supérieurs là, et non pas sur des arguments de priorité au travail « à la maison », virant ainsi au stalin-chauvinisme.

Guy  
(gr. de Rouen)

BILLET D'HUMEUR

## L'exposition Lecanuet

Je ne suis pas allé à l'exposition. D'abord, c'était à Rouen. Ensuite, on ne peut pas faire toutes les expositions.

A Rouen, à l'Hôtel-de-Ville, le 24 février, on exposait Jean Lecanuet. La presse nous assure qu'il n'était pas méchant et qu'il avait le plus beau dentier de toute la Haute-Normandie.

Pourtant, en ratant l'expo, j'ai pas l'impression d'avoir raté grand-chose.

Jean Lecanuet était né en 1920. Agrégé en 1942, arrêté pour faits de résistance, en 1944, il abandonne définitivement la carrière d'enseignant la même année.

Il n'aura donc pas traîné dans le métier. Il avait toujours mangé les meilleures nourritures, s'était toujours habillé chez les meilleurs tailleurs, avait communiqué dans les meilleures églises, recevant des meilleurs

prêtres, les hosties de la meilleure qualité.

Il avait fait un peu tous les sales boulots : collaborateur de sept ministres sous la IV<sup>e</sup> République, député, sénateur, ministre, président de conseil général.

Dieu l'a rappelé à lui, pour un poste très important. « Le pays perd avec lui un de ses grands serviteurs », a dit Mitterrand.

Heureusement, il en reste d'autres.

Et puis le 24 février, je pensais à l'enterrement de Marcel Devineau. C'était un petit serviteur de la nation. Né en 1918, il avait quitté l'école à douze ans. Sans l'agrégation. Promu vacher dans une ferme du centre de la France, il obtint son diplôme d'exploitant agricole en 1938. Il n'a pas eu le temps d'exercer la profession. La Patrie l'appela la même année. Bien disposé face aux canons, il obtint une obscure blessure, qui ne lui valut aucune distinction spéciale. Réparé avec les moyens du bord, il est renvoyé au front. Comme il court moins vite, il est capturé. Il revient en 1945. Il ne participe à aucun cabinet ministériel, ni sous la IV<sup>e</sup> ni sous la V<sup>e</sup> République. Il participe au travail, à la moisson, aux accidents du travail, aux demi-salaires approximatifs. Retraité en 1979, hors d'usage, il meurt en 1980. Pas à Neuilly. Dans son village du centre de la France. Comme beaucoup.

Puisque l'AFP n'en a pas parlé, j'ai pensé que c'était le moment de le dire dans le *Monde libertaire* : les pauvres meurent aussi, plus jeunes. Ils n'ont pas forcément fait de la Résistance avec une majuscule, comme les grands serviteurs. Mais résister à une vie comme celle de Marcel, ça valait bien une citation de vingt lignes. Une citation, une vraie, dans un vrai journal, même s'il n'annonce pas toutes les expositions de ceux qui ont été, comme on dit, « cités à l'ordre de la nation ».

Guimou de la Tronche

## Nouvelles du front

JÉRÉMY ESMIOL, INSOUMIS VOYAGEUR

Agé de 26 ans, Jérémie Esmiol refuse de faire le service militaire. Ayant refusé de répondre à l'appel, puis étant parti à l'étranger, après deux ans d'insoumission, il rentre en France, en 1990, pour tenter de régulariser sa situation.

Après quatre jours passés dans une caserne où il espérait se faire réformer, il s'en va. Reprend ses voyages (Australie, Népal et Inde). De retour en France, les gendarmes le retrouvent le 28 décembre 1992 et l'informent qu'il a été condamné à six mois de prison pour désertion. Il est reconduit à la caserne où il demande le statut d'objecteur de conscience, après un nouveau refus d'endosser l'uniforme.

Condamné deux fois à quarante jours de « trou », en attendant le procès prévu le vendredi 12 mars 1993, à 8 h 30, au tribunal de Marseille, il préfère s'échapper une deuxième fois.

Un comité de soutien à Jérémie Esmiol a été constitué. Vous pouvez le contacter en écrivant à : M. et Mme Esmiol, Andailou, 09600 Limbrassac. Tél. : 61.01.50.07.

(Information extraite du *Journal des Objecteurs*, n° 116, février 1993.)

Union régionale parisienne de la FA  
Conférences au local « La Rue » - 20 h 30

• Vendredi 12 mars : Pédagogies libertaires : expériences actuelles et réflexions • Vendredi 19 mars : anarchisme et nationalisme, nationalité, nations • Vendredi 27 mars : anarchisme et écologie sociale • Vendredi 2 avril : au cœur de la théorie anarchiste, la liberté face à l'autorité. Théorie de la domination.

« La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M<sup>o</sup> Blanche),  
75018 Paris.

## Associations

COURT MÉTRAGE AU CIRA DE MARSEILLE

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme et Henri Portier, professeur certifié d'Histoire, responsable de l'atelier cinéma de l'ICEM et de la commission Histoire et Patrimoine des « Amis de Freinet », vous invite le samedi 13 mars, à 17 h, au siège du CIRA, à la projection du film *Prix et profits ou La Pomme de terre*, documentaire militant réalisé par Yves Allégret en 1931. CIRA, 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines/Métro Saint-Charles), 13001 Marseille.

FÊTE ANTI-ÉLECTORALISTE A CLERMONT-FERRAND  
ET EXPOSITION SUR LA GUERRE DU GOLFE (RAPPEL)

Le bar associatif libertaire « La Truie qui doute » organise une fête anti-électorale de soutien à ses activités le samedi 27 mars, à 21 h. Au programme : de la musique et de la bouffe. Par ailleurs, au bar, se déroule actuellement une exposition sur la guerre du Golfe, que l'on peut voir chaque mercredi de 21 h à 2 h du matin. « La Truie qui doute », 4, rue Giscard de la Tour-fondue, 63000 Clermont-Ferrand.

BRÈVES ANTICLÉRIQUES

## Nom de Dieu !

FRANCE

« Faute grave » — On avait tendance à penser que l'Eglise avait le triste monopole de la stupidité face à la nécessité de l'utilisation des préservatifs par les adolescents. Il n'en est rien : un professeur de français d'une école privée juive de Marseille a été licencié pour « faute grave » après avoir distribué des préservatifs à des élèves de treize ans. Celui-ci a saisi, lundi 15 février, le conseil des Prud'hommes afin de se voir allouer des indemnités pour licenciement abusif. En septembre 1991, après un cours portant sur la sexualité, le professeur avait donné des préservatifs à des élèves qui avaient exprimé leur intention d'avoir des relations sexuelles. La direction, prévenue par les familles, était intervenue en plein cours le 10 janvier 1992, pour signifier le licenciement à l'enseignant « contrevenant, selon elle, au rôle du personnel éducatif qui doit s'atteler à former la conscience des élèves dans le respect des textes sacrés ». Le jugement sera rendu le 30 mars. La non-assistance à personnes en danger est décidément pratiquée dans toutes les religions...

Scientologie — Lors d'une conférence de presse organisée le mercredi 17 février à Lyon par la fédération internationale des religions et philosophies minoritaires (FIREPHIM), dénonçant « la chasse aux sorcières » menée contre les sectes, l'avocat ardéchois Christian Paturel, intervenant au nom d'Amnesty international, a été pris à partie par le représentant régional de cette association de « défense des droits de l'homme », qui a dénié le droit à M<sup>o</sup> Paturel de se prévaloir de cette qualité. L'avocat, à qui on déniait le droit de se prévaloir des droits de l'homme, a quitté la salle quelques minutes plus tard, suivi par les journalistes présents lorsqu'ils ont appris que l'une des intervenantes était inculpée depuis 1988 de complicité dans l'exercice illégal de la médecine et d'escroquerie dans le cadre d'une affaire impliquant l'Eglise de Scientologie après le suicide d'un jeune homme, Patrick Vick. L'Eglise de Scientologie défendant les droits de l'homme, on aura tout vu...

GRÈCE

Vogue la galère — malgré l'opposition de principe de la hiérarchie ecclésiastique grecque, des moines du mont Athos (nord de la Grèce), haut lieu de l'orthodoxie, ont décidé d'affréter un « monastère flottant », dans le cadre d'un projet de propagation de la foi. Transportant des reliques et des icônes, le « bateau monastère » naviguerait le long des côtes de la Grèce et des pays où vivent d'importantes communautés grecques, comme l'Australie, « pour témoigner de la présence et de la force de l'orthodoxie » et « renforcer la foi des fidèles », a expliqué le père Alexios. « Nous attendons la réponse du Patriarcat œcuménique de Constantinople, sous la juridiction duquel est placé le mont Athos, et à qui nous avons soumis une demande d'autorisation », a-t-il indiqué. Alors que l'accès au mont Athos et à sa vingtaine de monastères est strictement interdit aux femmes, le père Alexios a précisé que les femmes pourraient monter à bord du « monastère flottant ». L'évêque de Kalavryta (Péloponèse), Mgr Ambrosios, dont dépend le monastère où vivent les initiateurs du projet, a déclaré, dans un communiqué, que ce « bateau monastère » risquait de devenir un « bateau de l'amour ». Une belle croisière en perspective.

VENEZUELA

Des organismes chargés du planning familial ont distribué, au Venezuela, 180 000 préservatifs dans les stations du métro de Caracas, ville de quatre millions d'habitants, pour marquer le début d'une campagne en faveur de la contraception. Espérons que le pape ne viendra pas foutre leur travail en l'air dans les mois à venir...

OLT

ITALIE

# De la mafia au fascisme réel

**O**RDRE MAFIEUX et ordre d'Etat représentent ce que, à maintes reprises, nous avons défini dans ces pages [*Sicilia Libertaria*] comme « la spirale infernale ».

Les fascistes en Sicile écrivent sur les murs « *Peine de mort pour les mafiosi* », exactement ce que crie leur chef, Fini, dans le nord, rivalisant avec les ligues pour être le « plus dur ». La « campagne d'automne » [NdR, campagne anti-mafia d'automne 1991] tente de distiller dans l'esprit des foules l'idée que la question mafieuse (sous ses diverses facettes) serait inhérente aux territoires « libanais » du midi de l'Italie. Certains intellectuels se sont engouffrés dans cette voie, proposant un substrat anthropologique et historique. Ainsi, tout homme politique ou fonctionnaire pris sur le fait hors du « Liban » sudiste ne relève pas de la mafia, mais du clientélisme ou de la corruption normale. Donc, au Nord et au Centre, c'est un problème de moralité, au Sud, c'est un problème de police ! [...]

Il y a un autre aspect dans cette « campagne », celui qui véhicule l'existence d'un « mur » séparant la mafia de l'administration publique.

En réalité, sont membres de Cosa Nostra les politiciens qui sont à leur aise dans les sommets de l'Etat (surtout au ministère pour le Mezzogiorno et à la Présidence de la région de Sicile), et ils sont amenés à gérer un système dans lequel la mafia est le premier partenaire, incontournable par le rôle qu'elle joue dans la construction et la distribution du consensus électoral, par les intérêts qui sont les siens dans la dépense publique, par le poids du monde des affaires, de la finance et par là-même, dans la culture, l'information, la politique.

En ce qui concerne le consensus habituel, la mafia a su construire dans les espaces laissés libres par l'Etat une machine qui lui attire la popularité. [...]

Du parking à autos à la protection contre le vol et la récupération du butin, en passant par l'usage de pratiques administratives et la gestion de toute une série d'activités de travail « illégales » mais propres : la mafia, dans les villes comme Palerme et Catania, fonctionne comme (et même mieux que) l'Etat.

Le consensus n'est pas seulement lié à l'activité quotidienne, mais il est aussi utilisé en termes électoraux contrôlant les hommes politiques et les administrateurs publics. Il n'est pas possible d'être dans les structures d'Etat sans être de quelque manière que ce soit « en collusion », en d'autres termes sans avoir à faire avec les tentacules mafieuses. [...]

Les faits dénoncés par le fonctionnaire régional Bonsignore (assassiné pour cela) sont symptomatiques de la région de Sicile : un groupe restreint, constitué par Nicolosi alors qu'il était encore président de la région, gère 50 000 milliards de deniers publics à son entière discrétion. Personne ne dit mais, car le groupe est structuré de façon à contenter jusqu'aux syndicats officiels et également le socialiste Puglisi de la CGIL (centrale syndicale, ndlr) ; un autre gros fonctionnaire est du PDS (NdT : rénovation

communistes). Le secrétaire régional de la CGIL, Lucio Piccolo est devenu « l'homme de Nicolosi » (directeur de l'agence du travail), grassement rétribué.

Cette montagne de milliards est allée alimenter, par le truchement de grosses adjudications, les caisses des mafieux.

Quant aux liens mafieux avec l'opposition communiste et maintenant PDS, ils sont tellement démontrés qu'on ne peut parler de cas particuliers : le siège du PCI de Catania, loué par un notable pour rien (ou presque) ; l'imbroglie contre les coopératives rouges et l'entreprise Cassina (Palerme). [...]

Avec l'avènement du trafic de drogue, la vieille Cosa Nostra a changé de peau : elle a abandonné les archaïques et étroites règles morales pour assumer celles plus expéditives du gangstérisme, qui cassent souvent les alliances et les jugements, qui assassinent femmes et enfants, qui dédaignent par les homicides et les trahisons « en famille ». Tout ceci parce que les rythmes imposés par l'accumulation des capitaux provenant de l'héroïne et marchés similaires sont très rapides. [...]

Une nouvelle classe est née, contrôlée, dirigée, commandée, pieds et poings liés avec un Etat qui lui appar-

tient de plus en plus. Une chose est claire : on ne peut détruire la mafia si l'on ne songe également à détruire l'Etat.

Le battage sur les juges qui font ou ne font pas leur travail dans la lutte contre la mafia, les enquêtes sur les magistrats et tribunaux ont un but, mis en évidence par les déclarations du ministre Martelli : faire passer dans les esprits l'idée que l'Etat est inefficace et par conséquent en désirer un plus fort [...]. Donc des mesures restrictives de liberté, des décrets comme celui s'opposant aux libérations, la constitution d'une super-procure et d'instruments de coordination des forces de l'ordre ; DNA (direction nationale anti-mafia), DIA (direction des investigations anti-mafia), c'est-à-dire le discours habituel sur le sud, en termes essentiellement militaires : un film déjà vu une infinité de fois en 130 ans d'unité italienne. La chasse aux paysans siciliens devenus « brigands » parce que refusant le service militaire obligatoire, cadeau de la maison de Savoie (7 ans de service), avec le général Morra de Lavriano qui pratiquait la politique de la terre brûlée dans les campagnes ; le préfet Mori, pourfendeur de la mafia dans les villages mais ami de celle des palais ; également les coups de filets de masse

au temps de la chasse à Giuliano (encore pratique de la terre brûlée) ; puis Dalla Chiesa, Sica, l'armée en Aspremont voici à peine un an... Un film dramatique, tourné dans les décombres d'un Sud toujours plus dégradé, champ fertile pour les organisations criminelles. [...]

Pour les prolétaires et sous-prolétaires, le salut n'est pas dans le choix entre les deux militarismes. [...]

Le problème de l'ordre public, outre qu'il soit en lien avec l'histoire de la colonisation du Mezzogiorno, est aussi lié au contexte international et aux projets de l'OTAN. Si le Sud est un pion fondamental dans ce cadre-là, si c'est la mafia qui gouverne dans l'île (elle-même ou en concomplicité avec l'Etat), il s'ensuit que la mafia est ici un support fondamental de l'OTAN, qu'elle est garante de son ordre.

Ceci est cohérent et, de fait, scandaleux : l'OTAN, la CIA, le FBI, se sont appuyés sur l'organisation de la pègre, sur des narco-trafiquants colombiens, sur des membres de la mafia turque. En Italie, les relations entre tout ce beau monde datent de la Seconde Guerre mondiale (mises en pratique depuis le débarquement en Sicile de 1943) et se sont perfectionnées depuis lors. La littérature sur ce sujet ne manque pas.

Face à cette situation, où la mafia

régit, souveraine, les possibilités de commencer à détacher un morceau, même petit, de base populaire aux tentacules de la pègre à deux têtes, de se sortir de la spirale infernale, semblent s'éloigner [...] : aux idéologies (et besoins) de changements sociaux, trahies par la gauche, se substituent des thèmes moralisateurs (transparence, mains propres, gouvernements de gens honnêtes) porteurs d'une profonde falsification politique. Orlando Rete en est actuellement l'axe porteur. L'homicide d'un entrepreneur fait se regrouper ouvriers et patrons dans un front interclassiste. Ces derniers se découvrent anti-mafieux [...]. Les commerçants deviennent le fer de lance du mouvement anti-mafia, traînant tout le bagage idéologique de la petite et moyenne bourgeoisie (ordre, gouvernement fort, immunité fiscale, lois d'exception, militarisation) qui en d'autres temps ont mené au fascisme. On conçoit qu'il est dur de nos jours de tenir un discours libertaire dans notre société. L'interclassisme, la confusion passent à travers des mécanismes de plus en plus subtils. Le dommage est énorme et jamais comme actuellement, on n'a vu se profiler le relent nauséabond du fascisme réel.

G. Currier (*Sicilia Libertaria*, n° 94)  
Traduction : Georges (groupe de Nice)

## Journées libertaires de Pâques 1993 à Francfort (Allemagne)

« VERS UNE SOCIÉTÉ ANARCHISTE » & FOIRE DU LIVRE LIBERTAIRE

DU JEUDI 8 AU LUNDI 12 AVRIL A L'UNIVERSITÉ DE FRANCFORT-SUR-LE-MAIN

A une période où aux quatre coins du monde les hommes sont exploités et opprimés, nous voulons attirer l'attention sur le fait que la liberté et l'auto-détermination ne sont pas des revendications qui appartiennent au passé.

Au contraire, la domination sous toutes ses formes (étatisme, patriarcat, sexisme, antisémitisme, exploitation salariale...) doit être dénoncée publiquement et combattue.

Actuellement, on réclame toujours plus fort l'Etat « sauveur » face au néonazisme, même de la part de la gauche.

Au lieu de cela, nous, nous en appelons à tous les individus intéressés par une société plus humaine et libertaire. C'est seulement ainsi que nous pourrions réagir dans les années à venir les revendications écologiques et sociales.

En 1987, à l'université technique de Francfort ont eu lieu les premières journées libertaires qui ont rassemblé plus de 2 000 personnes de toute la RFA. Six ans plus tard, les deuxièmes journées libertaires auront lieu à l'université de Francfort.

Il y aura différentes réunions d'information, dont le contenu pourra être discuté dans les groupes de travail. Chaque groupe de travail se basera sur le sujet « Vers une société anarchiste ».

Les Journées libertaires fonctionneront de telle manière que chaque participant pourra intervenir, même des personnes intéressées qui n'ont pas eu jusqu'à présent de contacts avec l'anarchisme.

### Vers une société anarchiste

C'est le thème de base des Journées libertaires de 1993. Nous voulons informer et discuter de ce sujet. Cela ne doit pas se limiter à une critique de la société autoritaire d'aujourd'hui.

Nous voudrions plutôt montrer comment dégager aujourd'hui une pratique capable d'abolir la domination et d'amener une société anarchiste. Face aux divers visages que peuvent prendre la domination et l'exploitation, nous allons nous concentrer sur quelques formes d'oppression.

### Foire au livre libertaire

Pendant les Journées libertaires, il y aura dans les locaux de l'université de Francfort une foire du livre libertaire, dont l'entrée est gratuite.

### Groupes de travail

Le mouvement anarchiste aujourd'hui — état des lieux et perspectives ; différentes formes de l'oppression ; l'étatisme en tant qu'occupation — utopie libertaire et transformation des mécanismes de pouvoir ; le travail politique réformiste comme chemin vers une société libertaire ; l'antifascisme comme une partie du chemin vers une société anarchiste ; l'antisémitisme fait le Juif ; nationalisme ; l'antimilitarisme anarchiste, son histoire et sa signification actuelle ; critique de la culture — l'Europe et ses 500 ans de colonisation ; la philosophie comme chemin vers une société anarchiste ; discussion sur la drogue ; anarchisme, féminisme et Etat ; féminisme et racisme ; l'histoire de la femme comme résistance à la domination et à l'oppression ; critique de la domination de l'homme et du patriarcat ; grèves et actions directes comme méthodes de transformation politique et sociale ; stratégie syndicale ; les entreprises autogérées ; cinq heures suffisent — vers une république anarchiste des conseils ; l'écologie sociale ; formation et éducation sans domination ; l'anti-pédagogie ou la force de la négation.

### Les organisateurs

Les Journées libertaires sont organisées par l'Anarchistischen Forum Frankfurt (AFF), qui regroupe : Hedderheimer Kulturverein ; Mittwochsgesellschaft, Libertäres Forum Frankfurt - AKI ; Libertäres Info FFM, Freie Arbeiterinnen Union — groupe de Francfort (FAU-IAA), il s'agit de la section allemande de l'Association internationale des travailleurs (AIT) ; Freies philosophisches Forum Frankfurt et des individus.

### Les Co-organisateurs

Allgemeiner Studentinnenausschuss ; Undogmatische Linke und Internationalismus ; Referat im ASTA der Universität Frankfurt et des étudiant(e)s de l'université technique de Francfort à titre individuel.

### Programme des Journées libertaires

Jeudi : début à 19 h, avec des informations ; 20 h : petites animations (films, chanteurs, chanteuses, exposés...).

Vendredi : 10 h - 12 h : animations d'ouverture ; 14 h - 18 h : groupe de travail ; 20 heures : animations, discothèque.

Samedi : 10 h - 14 h : manifestation contre le racisme et l'Etat, pour l'anarchie et l'autodétermination ; 15 h - 18 h : groupes de travail ; 20 h : concerts, théâtre, discothèque.

Dimanche : 10 h - 18 h : groupes de travail ; 20 h : animations, concerts, discothèque.

Lundi : 10 h - 13 h : résumé des groupes de travail au plénum final.

Le prix de l'ensemble des Journées libertaire est de 30 DM (100 FF) ; 25 DM pour les non salariés.

Pour tout contact ou informations supplémentaires : Libertäre Tage 93 c/o Dezentral, W-6000 Frankfurt/Main 1. Tél (depuis la France) : 19-49/69-494.09.43 ou 19-49/69-778.185. Tél. (depuis l'Allemagne) : 69-494.09.43 ou 69-778.185.

Compte pour les entrées, soutien financier, brochures d'information (on peut commander les brochures d'information (Information mappe) pour sept marks l'unité, cinq marks pour toute commande de plus de trois brochures) : T. Schupp (LT 93), Postgiroamt Frankfurt, BLZ 500.100.60, Konto-Nr : 560973-607.

La Fédération anarchiste sera présente par l'intermédiaire du groupe Humeurs Noires de Lille, mandaté par le Secrétariat aux Relations Internationales.

# Main basse sur la ville

LES DERNIÈRES ANNÉES ONT VU UNE nette recrudescence des luttes dans le domaine du logement et de l'urbanisme en région parisienne. Commençons par le plus dramatique et le plus scandaleux : ces familles, parmi les plus pauvres de notre société, travaillant dans le bâtiment, le nettoyage des rues ou des ordures ménagères, expulsées par les marchands de biens avec la bénédiction des pouvoirs publics, l'aide des huissiers et de la police, voire celle de sbires ou d'incendies à l'origine plus ou moins douteuse... Depuis trois ans, chaque été, des centaines de ces familles, la plupart avec enfants, ont bravé les forces de l'ordre pour camper sur la place publique, afin d'affirmer leur dignité et leur droit au logement. C'était en 1990, place de la Réunion ; en 1991, quai de la Gare ; en 1992, sur l'esplanade de Vincennes. A chaque fois, ils auront été la balle d'une lamentable partie de squash entre municipalités communistes ou RPR et gouvernement socialiste. Au mois de décembre dernier, le gouvernement a réquisitionné à grand bruit quelques dizaines de logements vides. Cette mesure, l'une des principales revendications des associations de soutien aux mal-logés, reste cependant nettement insuffisante pour pallier à la pénurie de logements, alors que des milliers d'appartements restent vacants à Paris.

Moins spectaculaire, mais tout aussi significative, est la floraison d'innombrables associations de riverains se mobilisant contre des projets immobiliers décidés sans eux. Un phénomène qui est sans doute plus qu'un effet de mode. Avec la crise, le logement occupe une part croissante dans le

revenu des ménages et chaque restructuration de quartier fait encore monter les loyers, contraignant de nombreuses personnes à s'exiler en banlieue, loin de leur travail. De plus, l'édification européenne fait miroiter aux édiles parisiens la possibilité de faire de Paris une capitale économique de l'Europe. Pour séduire les élites de la CEE, la tentation est grande de privilégier le prestige au détriment du simple confort des habitants. Enfin, en France, pays de tradition jacobine, les villes sont livrées à l'autocratie des maires dont certains se laissent plus

### Les villes sont livrées à l'autocratie des maires

facilement influencer par les investisseurs immobiliers que contrôler par les citoyens.

On peut certes se réjouir de ce désir des Parisiens de reprendre en main ce qui constitue une part importante de leur vie : leur habitat et leur environnement. Cependant, les choses ne sont pas simples pour une association qui se crée. Il lui faut d'abord apprendre à s'orienter dans le formidable labyrinthe juridique, dont les règles sont fixées par ceux-là mêmes contre qui il faut se battre. Ainsi en septembre 91, des associations réussissent à faire annuler cinq opérations immobilières par le Tribunal administratif, arguant que ces opérations n'étaient pas conformes avec le plan d'occupation des sols (POS). Aussitôt, la Mairie de Paris enclenche une discrète enquête d'utilité publique en vue de modifier le POS et gagne le procès en appel. Autre écueil à éviter : la récupération

politicienne. En 1991, une soixantaine d'associations se réunissent pour former la CLAQ (Coordination et liaison des associations de quartiers), pour permettre l'échange d'informations et d'expériences entre gens de terrain. Le parti des Verts s'y intéresse dès le départ au point que l'un de leurs candidats aux dernières élections régionales s'autoproclama, pour la presse, président de cette coordination. La moitié des associations ayant quitté la CLAQ, celle-ci n'est plus aujourd'hui qu'une dépouille rongée par les Verts.

Pourtant les adhérents de ces associations de quartiers ne doivent pas se laisser décourager : un minimum de formation et de prudence permet d'éviter pareils écueils. Surtout, ils offrent l'image de ce qu'une démocratie pourrait être : non pas un système de politiciens arrivistes briguant les voix de sujets passifs et dociles mais une société de citoyens actifs, se sentant concernés par ce qui se passe autour d'eux et désireux de prendre leur vie en main.

Pascal (groupe de La Villette)

L'UNION RÉGIONALE  
PARISIENNE  
DE LA  
FÉDÉRATION ANARCHISTE  
TIENT UNE PERMANENCE  
CHAQUE SAMEDI  
DE 14 H A 18 H  
AU 145, RUE AMELOT  
(M° OBERKAMPF),  
75011 PARIS.  
TÉL. : 48.05.34.08.

# Banlieue : de l'exclusion à la solidarité

BANLIEUE : « territoire d'environnement une lieue autour d'une ville ». Territoire où se situe le ban de la société, aujourd'hui étendu sur de très nombreuses lieues. Bref, c'est la rencontre de l'exil d'expansion avec l'exode d'extruriaux et de travailleurs immigrés, des exclus de la Chiraquie. Bien sûr, nous ne parlons pas de ces ghettos blancs que sont les banlieues riches, mais de celles dont on ne parle à la télé que quand « ça brûle ».

La banlieue concentre tous les maux du système capitaliste, accentués par l'hyper-centralisation jacobine franchouillarde. Des quartiers, des cités, sinistrés par le chômage. Un habitat concentrationnaire. Des transports convergent vers Paris et ne servant qu'à amener la force de travail. L'éducation au rabais. Les services sociaux parcimonieux.

Nos politiciens feignent de s'en apercevoir, maintenant. Durant les « Trente glorieuses » qui ont suivi le second conflit mondial, la banlieue n'existait pas pour eux. C'était le vaste endroit où l'on parquait la chair à production, dans de non moins vastes cités-dortoirs. Une population largement immigrée,

considérée simplement comme de la main-d'œuvre, et dont on n'imaginait pas en haut lieu qu'elle resterait et qu'elle aurait des enfants. Même au niveau électoral, c'était sans intérêt pour les partis de gouvernement, c'était l'os à ronger qu'on concédait aux communistes.

« Les émeutes sont sciemment médiatisées pour criminaliser les pauvres, entretenir la peur et légitimer la répression. »

Puis vint la crise ! Toutes ces négligences sociales éclatèrent au grand jour, parfois de façon violente. Les émeutes sont sciemment médiatisées pour criminaliser les pauvres, entretenir la peur et légitimer la répression. Et maintenant, les pompiers politiques essaient d'éteindre l'incendie qu'ils ont eux-mêmes allumé, sans bien sûr remettre en cause l'ordre capitaliste. Ils mettent en train des mesures-gadgets. Nous avons le grand retour de Saint-Bernard Tapie, patron du football, à quelques mois des élections. Celui-ci va pousser les kids à taper dans le ballon. Pendant ce temps-là, ils ne se

révolteront pas. Jack Lang, lui, académise les tags et les graffs dans une patriotique tentative de séduction-récupération de la jeunesse black-blanc-beur. Et comme bien sûr cela ne suffit pas, on envoie le contingent pacifier les Arabes (cela ne vous rappelle rien, Monsieur Mitterrand ?).

Pour la répression, tout le monde est d'accord sur le même mot d'ordre « Plus de flics », y compris le PC, qui en réclame à grand renfort de manifs contre la drogue et la délinquance. Message reçu 5 sur 5 par Quilès et Broussard : une nouvelle victoire pour le parti des travailleurs !

Face à ce gâchis, les réactions qui se dessinent depuis 10 ans, n'ont pas de quoi nous faire pavoiser : repli individualiste du chacun-chez-soi (on ne connaît même plus son voisin), vote FN massif, retraite identitaire ou religieuse. Là aussi est le danger. Le choix est entre la barbarie, qu'elle soit sécuritaire, fasciste ou intégriste, et le travail au quotidien pour tisser de nouvelles solidarités entre exclus, en dehors des appendices politiques à la sauce SOS ou France-Plus.

Denis et Vincent  
(groupe Ubu)

## Paris, capitale européenne du SIDA

Au-delà des contaminations scandaleuses lors de transfusions sanguines où le flic a primé sur toute notion de santé, les ravages qu'opère le virus du sida en région parisienne devraient mobiliser toutes les énergies. Toutes. Car chacun, chacune peut être touché aujourd'hui ou demain. Homme, femme, jeune ou moins jeune, gay, lesbienne, bi-sexuel(le) ou hétérosexuel(le), et pas seulement toxicomane. Le sida ne se transmet pas qu'aux autres. Il est au rendez-vous de nos relations sexuelles si nous ne les protégeons pas.

Paris est la première ville touchée en Europe et la cinquième dans le monde avec un chiffre supérieur au nombre total de cas de sida en Grande-Bretagne ou en Allemagne. L'Ile-de-France, ainsi, accueille la moitié des cas de sida français. Même si l'actualité est commune à toutes les grandes villes d'Europe de l'Ouest, d'Amérique et d'Afrique, la progression galopante de ces dernières années du virus VIH (1) dans la région parisienne révèle bien des carences de tous les pouvoirs publics. C'est devenu la première cause de mortalité entre 25 et 49 ans en Ile-de-France.

L'action du ministère de la Santé est bien insuffisante, quand elle ne frise pas le scandale. La définition du sida est dépassée car elle ne prend pas en compte certaines infections opportunistes (2) spécifiques à des groupes tels que les femmes, les enfants, les toxicomanes... ainsi les cas sont sous-estimés, ce qui minimise l'étendue de l'épidémie et ne permet pas de développer l'information et la prévention nécessaires ni d'offrir un accès équitable aux essais thérapeutiques. Mais au regard de ce qui est estimé, 25 000 cas en France, 300 000 séropositifs, le budget alloué pour la prévention, la recherche, les structures hospitalières et les associations de lutte, est dérisoire : 101 MF pour 1992.

Les pouvoirs locaux ou régionaux n'engagent aucune action vigoureuse. L'aide de la Mairie de Paris est bien insuffisante envers des associations de soins à domicile. En Ile-de-France, il faut désormais 15 jours d'attente pour avoir un rendez-vous de consultation hospitalière. L'Assistance publique de Paris n'a alloué qu'une centaine d'infirmières supplémentaires dans les services sida, l'an dernier (3). Aucun vaste plan de formation spécifique n'est proposé aux médecins de ville, aux praticiens hospitaliers ni aux infirmières ; seulement 75 % des services hospitaliers proposent le test de dépistage aux femmes enceintes (4) alors qu'il y en a 4,1 sur mille présentant une séropositivité dans la région (5) et même pas un seul service d'urgence pour les maladies infectieuses dans cette zone « sinistrée » !

Les seules actions entreprises ne seraient-elles que la fermeture du Bois-de-Boulogne, la nuit ? Alors qu'une enquête auprès de plus de 200 prostituées de la rue Saint-Denis et des Portes de Paris révèle que 85 % d'entre elles utilisent le préservatif pour se protéger même si cet usage reste précaire puisque dépendant du rapport de force entre elles et les clients (6).

Éléments pour informer et mobiliser.

Hélène Hernandez  
(groupe Pierre-Besnard)

(1) VIH = virus de l'immuno-déficience humaine.

(2) Ces pathologies représentent le mode d'entrée dans le sida, selon les documents émanant de la Direction générale de la Santé.

(3) Données fournies par Act up-Paris, Action n°6, avril 1992.

(4) In *Abstract Gynéco*, n° 77, mai 1991.

(5) Enquête réalisée auprès de 11 593 femmes enceintes dans les 150 établissements de Paris et de la petite-couronne, de novembre 1990 à février 1991, in *le Quotidien du médecin*, 9 septembre 1991.

(6) In *Recherche-Action/Prostitution et santé publique*, Institut de médecine et d'épidémiologie africaines et tropicales, novembre 1990.

## Union régionale parisienne de la FA

### LA NUIT DES ABSTENTIONNISTES

Samedi 20 mars

de 22 h à l'aube

Cinéma-théâtre du Berry

63, bd de Belleville

(M° Couronnes ou Belleville)

75011 Paris

Au programme : 22 h : accueil ; 22 h 30 : Les Chanteurs livreurs ; 23 h 30 : le Théâtre de l'Urgence (sous réserve) ; 0 h 30 : Thierry d'Agdena ; 1 h 30 : Alain Aurenche ; 2 h 30 : projection du film de Bernard Baissat, May Picqueray ; court métrage, Le Petit fauteuil ; buvette et petit déjeuner.

Participation aux frais : 60 F.

LIVRE POUR ENFANTS

## « Le Nez »

Malkowski et Köhler - Folio Benjamin

Malkowski (texte) et Köhler (illustrations) offrent une adaptation pour enfants du *Nez* de Gogol.

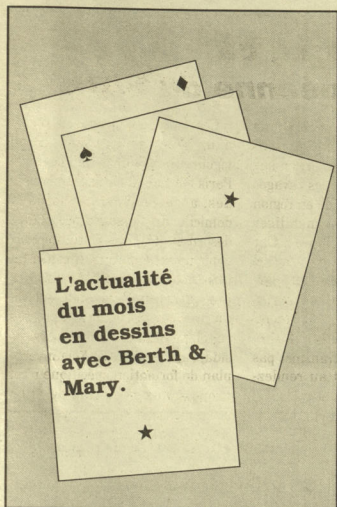
Bien que ce soit dans la même collection, ce livre s'adresse à des cadets et non aux benjamins. L'adaptation couplée ici aussi à des restrictions typographiques reprend la chronologie du texte de Gogol (un barbier trouve un nez, il le jette ; un fonctionnaire se lève un matin sans nez ; il va au commissariat, en vain ; un nez se balade en ville ; un matin, le nez se retrouve au beau milieu de la figure du fonctionnaire.)

Malgré un style respectueux du récit initial, l'humour glacé de Gogol a disparu pour un humour plus direct. Une explication par le rêve — encore ! on est en droit ici de relever que le savoir psychanalytique peut avoir un effet asséchant sur les créateurs — vient annuler les

éléments d'ambivalence présents chez Gogol pour ancrer le récit dans le merveilleux. Le but ? Faire du *Nez* un conte. Les ambiguïtés symboliques du *Nez* subsistent et les illustrations enrachent bien l'histoire dans le courant de la littérature carnavalesque auquel le récit original appartient.

De leur tentative sur un texte qui n'a rien du conte, Malkowski et Köhler s'en sortent avec aisance. Ceci étant dit, il est particulièrement intéressant d'un point de vue historique de voir que le récit « fantastique » de Gogol se révèle bien plus complexe et difficile pour une adaptation que les contes traditionnels, ce qui a à voir avec l'histoire de ce genre dans sa liaison avec le développement du capitalisme... mais c'est une autre histoire.

Philippe Geneste



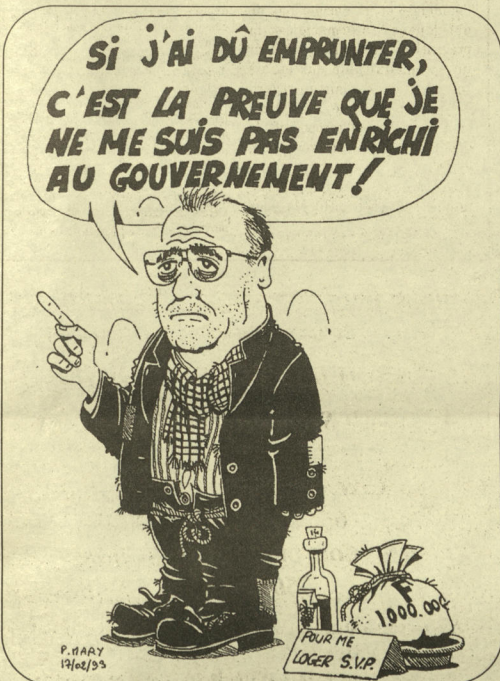
L'actualité du mois en dessins avec Berth & Mary.



La cohabitation en préparation.



L'ONU coincée entre plusieurs feux en ex-Yougoslavie.



Bérézgovoy épinglé pour un emprunt d'un million de francs sans aucun intérêt.

Prochain rendez-vous de « L'actualité du mois en dessins », le jeudi 1<sup>er</sup> avril.

**SERGE UTGÉ-ROYO**  
Lundi 5 avril  
20 h 30  
Théâtre Trévis  
14, rue Trévis, 75009 Paris  
Tél. : 40.22.96.99  
Réservations au 43.84.70.04  
PRIX : 80 F & 100 F

**Concerts ZARBI BAND & TRAUMATISME**  
samedi 13 mars  
21 h  
WOLNITZA  
42, rue Burdeau  
(M<sup>o</sup> Croix-Paquet)  
La Croix-Rousse  
69001 LYON

PRIX : 21 F

**RADIO LIBERTAIRE**  
(89.4 FM)  
SÉLECTION DE LA SEMAINE

- « Réflex », vendredi 12 mars, 16 h - 18 h : nouvelle émission antifasciste
- « Rock Kontakt », vendredi 12 mars, 22 h 30 - 0 h 30 : compte rendu du concert Spin Doctors
- « De bouche à oreilles », samedi 13 mars, 14 h 30 - 16 h 30 : Joyet et Roll Mops.
- « Radio Libertaria », mardi 16 mars, 20 h 30 - 22 h 30 : émission du syndicat CNT-AIT de l'Education.

« LES CHRONIQUES DE L'OZONE »

## Poésie de salon

De l'écriture vivante comme l'arlésienne. Comme ils nous avaient dit : l'imagination au pouvoir, ils susurrent : le mois de mars sera poétique, ou ne sera pas ! L'imagination au pouvoir ! On a vu ce cela a donné. Ils ont pris le pouvoir le temps de se rendre compte que l'imagination ça n'était pas vraiment eux. Y'a comme ça des décisions connes qui tombent en giboulées, et nous ne nous en relevons pas. Mars ne révolutionnera rien. Les moulés, praires et autres parasites sont tellement bien agrippés au rocher qu'il faudrait autre chose que ces rétrospectives poétiques aseptisées que l'on nous promet pour leur faire lâcher prise. Mars sera ce que fut janvier, février, c'est-à-dire pas grand-chose. Poésie, écriture d'exil, d'errance, Lang nous promet une passe en ta compagnie ! Au mois de mars, Salman Rushdie pourra enfin, au bout de quatre ans, mettre les pieds en France. Peut-être l'apercevrons-nous au salon du livre, qui se déroulera au Grand Palais du 17 au 22 mars. Salon qui, bien sûr cette année, se veut et sera donc foncièrement, totalement, consacré à la poésie. Même que les organisateurs, méchants en diable, demandent aux éditeurs de poésie de faire un effort pour être présents. A pas loin de 3 000 F l'emplacement minimum, je

doute que beaucoup d'admirateurs de poésie vivante puissent se déplacer, et je doute également, malgré tous les beaux discours, que la poésie — l'écriture — puisse, dans ces conditions, enfin prendre son envol hors du ghetto où on l'enferme.

En l'an 93, l'écriture demeure toujours hors normes, et le poète un marginal, un exclu, un asocial que l'on pille, détrouse, vole, viole de son vivant puisqu'il a les siècles à venir pour être adulé, vénéré, récupéré... Une question que je me pose et que tous les poètes devraient se poser : à partir de quel trop plein de rejets enterrons-nous en dissidence, en résistance ? Question également posée aux quelques trois millions d'autres non vivants hexagonaux ; je parle des chômeurs. Bientôt les élections. En mars, évidemment. Ne confondraient-ils pas poésie et politique ? Une occasion de visiter la mairie locale et de son doigt de l'homme, bien entendu bien raide (n'oubliez pas de chausser le préservatif) dans l'urne, usiner, limer et rejeter toutes ces scories qui nous sucent la vie jusqu'à la moelle. Au dépouillement, quel plaisir ce sera de voir la poule pondre toute une couvée, en ribambelle, de tracts libertaires.

Théophile

ATELIER DE CRÉATION LIBERTAIRE

### Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme

John Clark

Avant-propos de Ronald Creagh

PRIX : 38 F (ajoutez 3,80 F de port)

En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de Publico).

